

# D O S S I E R D E P R E S S E

**Pour lutter contre la faim,  
combattre l'évasion fiscale dans les pays du Sud  
et soutenir les agricultures vivrières locales  
Le CCFD-Terre Solidaire se mobilise**



## Sommaire

- La mobilisation du CCFD-Terre Solidaire à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation.....page 3
- Les propositions du CCFD-Terre Solidaire .....page 4
- Evasion fiscale, faim et investissements agricoles : quelques cas pays.....page 5 et 6
- Paroles de partenaires du CCFD-Terre Solidaire  
engagés dans la lutte contre les paradis fiscaux et pour le développement.....page 7
- La campagne : « Aidons l'argent » à quitter les paradis fiscaux .....page 8
- La faim dans le monde est toujours une réalité, mais pas une fatalité ! .....page 9
- A propos du CCFD-Terre Solidaire.....page 10

## La mobilisation du CCFD-Terre Solidaire à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation

La Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre est pour le CCFD-Terre Solidaire l'occasion de rappeler que les agricultures des pays du Sud manquent toujours cruellement de financements. Pour lutter contre la faim et défendre leur souveraineté alimentaire, ces pays doivent absolument soutenir et renforcer leurs agricultures familiales, sans dépendre uniquement d'une aide trop incertaine. Or chaque année le scandale de l'évasion fiscale prive les pays en développement du bénéfice de ressources qui sont les leurs. Pour le CCFD-Terre solidaire, la lutte contre les paradis fiscaux devrait être au cœur de la lutte contre la faim et la pauvreté.

Par ailleurs, il est impératif que la communauté internationale prenne des mesures pour lutter contre la volatilité des prix agricoles et la spéculation sur les marchés agricoles mondiaux qui compromettent l'accès à la nourriture des populations les plus pauvres. Le CCFD-Terre Solidaire sera particulièrement attentif aux débats sur ces sujets lors des Tables-rondes du Comité pour la sécurité alimentaire qui se tient prochainement à Rome.

### Les trois temps forts de la mobilisation du CCFD-Terre Solidaire

- L'association porte depuis le 22 septembre 2010 **une vaste campagne** contre les paradis fiscaux intitulée « **Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux** » qui vise à mobiliser les citoyens et les décideurs politiques sur la question de l'évasion fiscale. Chaque année, 800 milliards d'euros de flux financiers illicites échappent aux pays du Sud : autant d'argent qu'ils ne peuvent taxer, ce qui les prive de 125 milliards d'euros de recettes fiscales, un montant qui leur fait cruellement défaut pour financer leur développement et lutter contre la faim. ([www.aidonslargent.org](http://www.aidonslargent.org))

- **Le CCFD-Terre Solidaire participera à la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) Du 11 au 16 octobre** à Rome en tant que membre de la délégation officielle française.

Ambroise Mazal, chargé de mission souveraineté alimentaire, participera d'abord au Forum de la société civile les 9 et 10 octobre, puis il portera les propositions du CCFD-Terre Solidaire pendant la réunion du Comité. Il retrouvera sur place des représentants d'organisations agricoles africaines, partenaires de l'association. Ambroise Mazal sera joignable : 06 79 44 33 81 ; Mail : [a.mazal@ccfd.asso.fr](mailto:a.mazal@ccfd.asso.fr) ; Skype : ambroise\_mazal

- **Les résultats d'un sondage d'opinion**, réalisé par BVA, seront publiés par le quotidien La Croix, jeudi 14 octobre 2010 : les Français donnent leur opinion sur la lutte contre la faim, le rôle des paradis fiscaux et le comportement des entreprises internationales dans les pays du Sud.

### Le CCFD-Terre Solidaire - 50 ans de mobilisation contre la faim dans le monde

Depuis sa création en 1961, le CCFD-Terre Solidaire agit principalement selon deux axes de travail :

- Le financement de projets agricoles dans les pays pauvres ou émergents en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, en Europe de l'Est et dans le bassin méditerranéen. Les partenaires du CCFD-Terre Solidaire (organisations locales, fédérations ou syndicats de paysans...) travaillent pour développer une agriculture à même de nourrir les populations et interpellent leurs responsables politiques afin qu'ils assurent la sécurité alimentaire de leur population.

- Le dialogue avec les décideurs politiques afin qu'ils prennent des mesures qui permettent aux populations vulnérables du globe de subvenir à leurs besoins alimentaires : financement de l'agriculture vivrière, lutte contre la volatilité des prix agricoles, protections commerciales des agricultures familiales, recherche de sources de financement... Cela s'articule avec la sensibilisation et la mobilisation de l'opinion publique en France.

## Les propositions du CCFD-Terre Solidaire

Fort de 50 ans d'expérience et de 500 partenaires à travers le monde, le CCFD-Terre Solidaire présente les propositions qu'il soutient pour lutter contre la faim dans le monde.

### ➤ Renforcer les recettes domestiques des pays du Sud par la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux

Pour le CCFD-Terre Solidaire, les populations des pays du Sud doivent bénéficier de la richesse produite sur leurs sols par les entreprises étrangères. Cela passe par la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. **800 milliards d'euros s'évadent chaque année de ces pays vers les paradis fiscaux**, provoquant un manque de recettes fiscales pour les Etats estimé à 125 milliards d'euros par an. Cette somme dépasse le montant de l'aide publique au développement fournie par les pays riches en 2009. La lutte contre les paradis fiscaux est donc autant une nécessité budgétaire pour les pays du Sud qu'un impératif moral d'équité et de justice. Les pays du G20 s'étaient engagés à réguler la finance mondiale et lutter contre les paradis fiscaux. La France, qui assurera la présidence française du G20 à partir de novembre 2010, doit veiller à ce que ce dossier progresse. La campagne « Aidons l'argent » du CCFD-Terre Solidaire le lui rappellera tout au long de cette présidence.

### ➤ Soutenir prioritairement les agricultures familiales et vivrières

Alors que la FAO estime que 30 milliards de dollars annuels sont nécessaires pour éradiquer la faim dans le monde, les 22 milliards de dollars sur trois ans annoncés par les pays du G8 en juillet 2009 sont encore aujourd'hui largement virtuels et insuffisants. En outre, seuls 11 pays africains respecteraient l'engagement pris à Maputo en 2003, de consacrer 10% du budget de l'Etat au secteur agricole. Pourtant, nombre de ces pays disposent d'un potentiel de production considérable : population majoritairement rurale, réserves en terre et en eau inexploitées... Leurs gouvernements, comme l'aide publique des pays développés, devraient **privilégier les programmes de relance agricole en ciblant particulièrement une agriculture familiale**, seule à même de garantir à la fois une alimentation et un revenu aux millions de petits producteurs pauvres.

### ➤ Lutter contre la volatilité des prix agricoles et la spéculation sur les marchés agricoles mondiaux

La FAO souligne que « *les prix alimentaires dans la plupart des pays à faible revenu et à déficit vivrier restent supérieurs au niveau d'avant la crise, compromettant l'accès à la nourriture des populations vulnérables* ». Pour le CCFD-Terre Solidaire, **la lutte contre la volatilité des prix doit être menée autour de trois axes de propositions interdépendantes** : la mise en place de stocks de régulation dans le cadre d'une gouvernance multilatérale ; l'interdiction de la spéculation financière sur les marchés agricoles virtuels et l'encadrement des pratiques sur les marchés physiques ; la valorisation, dans le cadre de l'OMC, des pratiques commerciales à même de réguler les prix intérieurs dans un objectif de sécurité alimentaire des populations (droits de douane variables à l'importation, taxes à l'exportation...) Le Président de la République française a d'ores et déjà fait savoir que la lutte contre la volatilité des prix agricoles serait une priorité de la présidence française du G20. Un sujet qui sera également au cœur de la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale du 11 au 16 octobre prochain à Rome\*.

#### \*Enfin une gouvernance mondiale de l'alimentation ?

En juin 2008, la France proposait la construction d'un « **Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition** », afin d'instaurer un véritable lieu de gouvernance mondiale de l'alimentation intégrant les Etats, des organisations internationales et la société civile. Une réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO a été engagée en octobre 2009, pour qu'il devienne le pilier de ce Partenariat permettant d'examiner la cohérence des politiques avec l'objectif de sécurité alimentaire mondiale. L'élan politique qui devrait être donné à ce Partenariat constitue le véritable enjeu de ce premier Comité de la sécurité alimentaire "réformé".

## Paroles de partenaires du CCFD-Terre Solidaire engagés dans la lutte contre les paradis fiscaux et pour le développement



**Jean-Marc Bikoko**  
**Coordinateur de la Plate-forme d'action et d'information sur la dette au Cameroun**

La Plate-forme d'information et d'action sur la dette milite pour la mobilisation des ressources publiques au bénéfice de politiques orientées vers les populations les plus pauvres.

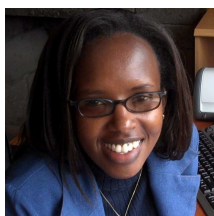
« Le Cameroun ne devrait pas recourir à l'endettement pour son développement au vu des multiples richesses dont il regorge... Les paradis fiscaux servent de refuges aux entreprises multinationales qui viennent exploiter nos pays. Elles connaissent très bien les mécanismes par lesquels elles peuvent échapper à la pression fiscale dans les pays où elles ont des activités... Un des succès que nous pouvons mettre à notre actif est que la population ne digère plus les informations qui leur sont données par les pouvoirs publics au sujet des « retombées positives » de l'exploitation de nos richesses par les entreprises multinationales. Les Camerounais comprennent très bien que c'est un marché de dupes. »

**John Christensen**  
**Fondateur et directeur du Tax Justice Network à Londres**



TJN est le réseau international emblème de la lutte contre les paradis fiscaux. Il fédère à la fois des experts des problèmes de développement liés à la fiscalité et de nombreuses organisations de la société civile, au Nord et au Sud, dont le CCFD-Terre Solidaire.

« A mon avis les ONG ont un rôle très important dans la lutte contre l'évasion fiscale. La plupart des mesures qu'il faut pour lutter contre les paradis fiscaux sont prêtes. Tout le monde sait qu'il faut les combattre mais le problème est un manque de volonté politique... La victoire la plus importante pour nous est que maintenant le sujet des paradis fiscaux - dont presque personne ne parlait il y a deux ans - est sur l'agenda du G20. En 2011 il se tiendra sous présidence française : les pays les plus riches du monde auront là l'opportunité de faire quelque chose. »



**Sandra Kidwingira,**  
**Assistante coordinatrice de Tax Justice Network Africa au Kenya**

« Les paradis fiscaux constituent l'antithèse même de notre plaidoyer pour la mobilisation des ressources domestiques pour le développement de l'Afrique... Nous avons mobilisé des organisations de la société civile africaine sur la question des paradis fiscaux : dans la Déclaration de Nairobi sur la fiscalité et le développement d'avril 2010 ou la Déclaration de Yaoundé sur la fiscalité et le développement de septembre 2010, elles dénoncent les mauvaises pratiques en matière de fiscalité internationale et la fuite de capitaux depuis l'Afrique... Nous montrons que si la fuite de ces capitaux était stoppée, le continent disposerait de ressources suffisantes pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement en 2015 et par là diminuer la pauvreté de moitié en Afrique. »

**Arze Glipo, directrice de l'IRDF**  
**Integrated Rural Development Foundation (Philippines)**



Depuis l'entrée des Philippines à l'OMC, le secteur agricole a fortement souffert, les petites exploitations familiales n'étant pas à même de résister à la concurrence internationale. L'action d'IRDF porte sur la défense d'un développement rural basé sur la souveraineté alimentaire et l'appui aux populations et organisations paysannes du pays.

« Les paradis fiscaux affectent l'aptitude de notre pays à réduire la pauvreté. Actuellement, 43% de notre population est pauvre. Beaucoup subsistent avec moins de deux dollars par jour. Aussi le gouvernement a besoin de ressources. Notre ONG est très impliquée dans les actions de plaidoyer : nous avons organisé des discussions avec le gouvernement pour qu'il s'attaque au problème des paradis fiscaux et de l'évasion fiscale des entreprises. Nous travaillons à la mise au point d'une législation pour une plus forte régulation financière dans notre pays. »

## La campagne « Aidons l'argent » à quitter les paradis fiscaux

Le CCFD-Terre Solidaire porte une grande campagne de sensibilisation et de mobilisation pour dénoncer les paradis fiscaux et l'opacité financière, en vue du G8 et du G20 de 2011 en France.

Le principe de la campagne repose sur la personnification de l'argent, « **Monsieur argent** », détourné et prisonnier d'un paradis fiscal, désespéré de l'usage égoïste que quelques uns font de lui, alors qu'il voudrait être utile à tous ; un « Monsieur Argent » doté de valeurs morales et de sentiments, de culpabilité aussi, et qu'il nous faut sauver.

Lancée le 22 septembre 2010, la campagne se décline sur plusieurs supports :



- Un film de 50 secondes au cinéma et sur le web adopte un parti pris radical avec le soutien d'une voix off « chaque année, 800 milliards d'euros sont volés aux pays du Sud. Aidonslargent.org » et de la signature « Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux ».



- Il est relayé par des annonces en presse écrite, sur fond de billets de banque détournés et d'interpellations sur différents usages auxquels l'argent pourrait servir au profit des populations pauvres.



- Une pétition en ligne : « une carte postale pour le G20 ». Sur le site « aidonslargent.org », sur Facebook et via des bannières, l'internaute est invité à envoyer à ses amis par mail ou voie postale une carte postale signée de M. Argent, prisonnier des paradis fiscaux. Ces cartes seront déposées selon un mode spectaculaire au G8 et au G20. Imprimées à 500 000 exemplaires, les cartes permettront aux 1 600 équipes locales du réseau du CCFD-Terre Solidaire, d'entrer en contact dès octobre avec les Français sur les marchés, les foires, les sorties de cinéma...

La campagne est animée également sur Facebook, qui relaie diverses actualités sur la mobilisation, le sujet, les prochains rendez-vous, l'actualité sur les paradis fiscaux... et sur le site dédié « aidonslargent.org » qui rappelle la mission du CCFD-Terre Solidaire, son engagement pour des règles comptables transparentes dans le monde et donne les clés pour mieux comprendre, notamment via des vidéos interviews d'experts, et pour agir, pétition, rendez-vous de mobilisation, épargne solidaire...)

Monsieur Argent reviendra sous d'autres formes en fonction de l'avancée du sujet.



Cette campagne, réalisée avec l'aide de Euro RSCG C&O, est la plus importante jamais engagée par le CCFD-Terre Solidaire. Elle représente un coût total de 4,9 millions d'euros mais revient à 930 000 euros à l'association eu égard aux gracieux et négociations.

## La faim dans le monde est toujours une réalité... Mais pas une fatalité !

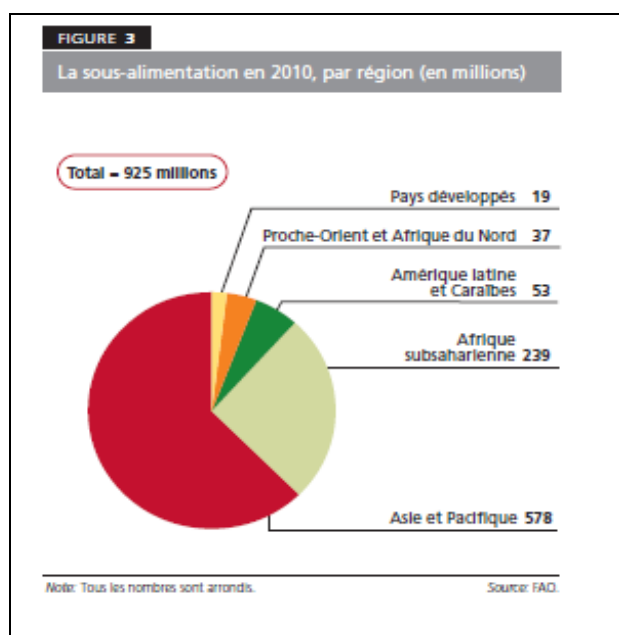
923 millions de personnes souffrent de la faim, selon les chiffres de la FAO publiés le 14 septembre 2010. Cette légère amélioration par rapport à l'année précédente ne doit pas faire illusion : le monde souffre toujours du manque de volonté politique nécessaire pour éradiquer la faim dans le monde. Malgré les promesses prononcées durant les médiatiques émeutes de la faim de 2007/2008 et alors que le monde dispose des moyens techniques d'éliminer ce fléau, efforts budgétaires et réformes des politiques structurelles ne sont pas au rendez-vous. 16% de la population mondiale reste en état de sous-nutrition !

→ **La baisse du chiffre de la faim dans le monde en 2010 n'est pas le résultat de politiques publiques de lutte contre la faim.** Selon la FAO, cette diminution de 98 millions de personnes, soit 9,6% par rapport à 2009, s'explique « en grande partie par la reprise économique attendue cette année - en particulier dans les pays émergents - et par le recul des prix alimentaires depuis mi-2008. La récente augmentation du prix des denrées alimentaires, si elle persiste, entravera les efforts de réduction de la faim ».

→ **Cette baisse provient essentiellement de la reprise économique en Asie** (40% des affamés résident en Chine et en Inde). La situation sur le continent africain reste identique, et « c'est en Afrique subsaharienne que le pourcentage de personnes sous-alimentées demeure le plus élevé, avec 30% en 2010 ».

→ **La majorité des pauvres et des affamés restent des petits producteurs.** Comme le souligne Yukiko Omura, Vice-Président du FIDA<sup>10</sup> : « Il est paradoxal [que] 70% des personnes les plus démunies - survivant avec moins d'un dollar par jour - vivent dans les zones rurales. Cela représente un milliard d'êtres humains, dont quatre sur cinq pratiquent l'agriculture ».

→ **La faim n'est pas une question de pénurie, mais d'accès à l'alimentation.** La FAO relève que « les récoltes céréalières mondiales des dernières années ont été élevées, et dans un même temps le nombre d'affamés a continué à augmenter dans de nombreux pays ». La lutte contre la pauvreté par le biais d'une augmentation des revenus, principalement pour les paysans, reste l'enjeu prioritaire.



→ **La faim n'est pas inéluctable !** Les succès enregistrés dans des pays tels que le Malawi, devenu excédentaire en céréales grâce à un programme d'accès aux semences et intrants pour les petits producteurs, ou au Brésil, dont le programme « Faim zéro » attribue une bourse aux familles les plus pauvres, montrent que la faim reste avant tout un scandale politique qui peut être combattu par des politiques appropriées.

<sup>10</sup> Fonds international pour le développement, agence onusienne basée à Rome

## À propos du CCFD-Terre Solidaire

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire est aujourd'hui la première ONG de développement en France. Reconnue d'utilité publique en 1984, l'association a reçu en 1993 le label Grande Cause Nationale et a le statut de consultant auprès du Conseil économique et social des Nations unies. Depuis 50 ans, le CCFD-Terre Solidaire est mobilisé contre la faim dans le monde.

- **Soutenir les actions locales dans les pays du Sud**

Dès sa création par la Conférence des évêques de France en 1961, le CCFD-Terre Solidaire a fait **le choix de soutenir des projets de développement mis en place par des acteurs locaux** car ils sont les plus à même de répondre aux besoins des populations démunies. L'association appuie des acteurs de tous types : des plus modestes travaillant au plus près du terrain, dans des contextes de misère, de faim et de conflit, jusqu'aux organisations qui œuvrent à une échelle nationale, voire internationale, et jouent ainsi un rôle important dans la structuration et le développement de la société civile de leur pays. Ses champs d'action couvrent tous les domaines du développement : lutte contre la faim, soutien à l'agriculture locale, défense des droits humains, développement d'activités économiques et micro-crédit, éducation et formation... **En 2009, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu 466 projets dans 63 pays grâce au soutien de 360 000 donateurs.**

- **Sensibiliser l'opinion française à la solidarité internationale**

Pour faire avancer la solidarité internationale, le soutien aux acteurs locaux s'accompagne en France **d'un important travail de sensibilisation de l'opinion publique**. Au sein de tous les départements, **le réseau de 15 000 bénévoles** relaient les campagnes d'opinion, contribuent à la collecte des dons, organisent des conférences, débats et forums sur des thématiques de solidarité internationale. Le CCFD-Terre Solidaire est particulièrement impliqué dans la sensibilisation des adolescents à la solidarité internationale, à travers différentes propositions pédagogiques.

- **Agir sur les causes profondes de la pauvreté par le plaidoyer**

Lutter durablement contre la faim et la pauvreté passe obligatoirement par **une action sur les causes profondes de ces fléaux**. Pour remplir sa mission de solidarité internationale, le CCFD-Terre Solidaire agit auprès des décideurs politiques et économiques afin qu'ils prennent davantage en compte les intérêts des populations pauvres du Sud. Dans cette optique, il mène régulièrement des **campagnes et autres actions de plaidoyer**. Il est particulièrement mobilisé pour la défense de la souveraineté alimentaire des pays les plus pauvres et pour le financement du développement. Le CCFD-Terre Solidaire porte ses propositions lors de rencontres internationales (conférences des Nations Unies, G8/G20, ...) et il est membre du Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire (GISA). Sa priorité aujourd'hui est la lutte contre les paradis fiscaux avec la campagne « Aidons l'argent ».

**Plus d'info sur le CCFD-Terre Solidaire : [www.ccfid-terresolidaire.org](http://www.ccfid-terresolidaire.org)**